

ENQUÊTE DE L'UNÉDIC

# BAROMÈTRE DE LA PERCEPTION DU CHÔMAGE ET DE L'EMPLOI

TERRAIN RÉALISÉ DU 3 AU 29 SEPTEMBRE 2025

Décembre 2025

Comment les Français et les demandeurs d'emploi perçoivent-ils les questions d'emploi et de chômage ? Dans le 7<sup>e</sup> volet du Baromètre, mené avec le cabinet Elabe, l'Unédic livre plusieurs éclairages sur les évolutions de l'opinion sur ces questions.

**DANS UN CONTEXTE D'INCERTITUDE ET DE DÉGRADATION PERÇUE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET DE L'EMPLOI, DES DEMANDEURS D'EMPLOI PLUS PESSIMISTES ET DES ACTIFS EN EMPLOI PLUS PRUDENTS**

**Le premier enseignement majeur du 7<sup>e</sup> volet du Baromètre est que la perception de la situation de l'emploi se détériore fortement** : 66 % des Français estiment qu'elle se dégrade, une opinion en très nette progression (+16 points en 1 an) qui se rapproche des niveaux enregistrés pendant la crise Covid en 2020.

En conséquence, **2 demandeurs d'emploi sur 3 (66 %, +6 points) jugent peu ou pas probable de retrouver un emploi**. Aussi, une part croissante de demandeurs d'emploi et d'actifs en emploi estiment difficile de retrouver un emploi lorsque l'on est au chômage (respectivement 59 % et 28 %), en particulier de retrouver un emploi au même salaire (61 % et 41 %).

Pour autant, **2 actifs en emploi sur 3 (67 %) jugent peu probable de connaître une période de chômage** dans les 2 prochaines années. Cette proportion en hausse (+12 points) n'a jamais été aussi élevée depuis la création du

Baromètre. Comment expliquer ce paradoxe ? **Beaucoup d'actifs en emploi ne redoutent plus le chômage car ils gèlent leur vie professionnelle** (17 % ont pour projet de changer de métier, -8 points en un an). Et dans ce contexte tendu, ils se renseignent davantage sur leurs droits au chômage (47 %, +8 points).

Pour l'avenir de leur vie professionnelle, **7 actifs sur 10 restent optimistes (69 %) mais un écart se creuse entre demandeurs d'emploi (59 %, -4 points) et actifs en emploi (71 %, +3 points)**. Chez les actifs en emploi, l'optimisme est principalement lié au sentiment d'avoir un emploi sécurisé tandis que, chez les demandeurs d'emploi, il repose davantage sur une dynamique personnelle (motivation, espoir, attitude positive...). A l'inverse, le contexte économique et politique actuel, ainsi que la perception d'un marché du travail atone, alimentent le pessimisme des actifs.

## LE CHÔMAGE RESTE PERÇU MAJORITAIREMENT COMME UNE SITUATION SUBIE, SYNONYME DE PERTE DE REVENUS ET QUE TOUT LE MONDE PEUT CONNAÎTRE UN JOUR

**Pour les Français, le chômage est causé par une multitude de facteurs économiques et sociétaux.** La première cause identifiée est l'insuffisance du marché du travail (38 %) avec un manque d'emplois disponibles, devant des responsabilités attribuées aux demandeurs d'emploi eux-mêmes (29 %), aux entreprises (21 %) et aux pouvoirs publics (19 %).

Les Français partagent massivement l'idée que **tout le monde peut connaître une période de chômage au cours de sa carrière** (96 %) et que le chômage est **davantage une situation subie plutôt que choisie** (74 %), et une fatalité, un coup du sort qu'on subit (59 %). **Et de fait, 2 Français sur 3 sont touchés, de près ou de loin, par le chômage** : 14 % des Français (âgés de 15 ans et plus) sont actuellement inscrits à France Travail, 45 % ne sont pas aujourd'hui inscrits mais l'ont été par le passé et 8 % n'ont jamais personnellement connu le chômage mais ont un proche qui est actuellement demandeur d'emploi.

**Pour une majorité, le chômage est synonyme de perte de revenus** : 59 % des actifs en emploi pensent que leur situation financière serait tendue s'ils se retrouvaient au chômage demain. Les demandeurs d'emploi corroborent cette opinion : 74 % d'entre eux déclarent que, depuis qu'ils sont au chômage, la situation financière de leur foyer s'est effectivement dégradée, une situation qui se détériore en 1 an (49 % s'est *nettement* dégradée, +5 points).

## LES DEMANDEURS D'EMPLOI SONT PLUS QUE JAMAIS CONFRONTÉS À LA CRITIQUE AU QUOTIDIEN

**En 1 an, les demandeurs d'emploi sont plus nombreux à déclarer subir des reproches au quotidien : 41 % (+8 points) disent être confrontés à des critiques** (« on me méprise », « on me dit que je suis assisté », « on me dit que je suis paresseux ») **et 64 % (+5 points) font l'objet de suspicions quant à leur recherche active d'emploi** (« on me questionne avec insistance sur ma recherche d'emploi, « on a tendance à ne pas me croire lorsque je dis que je cherche activement un emploi »).

**Les critiques envers les demandeurs d'emploi persistent** : 59 % des Français estiment que les chômeurs ont des difficultés à trouver du travail car ils ne font pas assez de concession dans leur recherche d'emploi. **Cependant, une majorité rejette l'idée que les chômeurs sont des « fraudeurs »** (63 % pas d'accord) **ou des « assistés »** (64 % pas d'accord).

**Lorsque l'on demande aux Français de réagir au mot « chômeur »** (question ouverte, aucune réponse suggérée), **1 sur 4 évoque spontanément des propos péjoratifs** à l'encontre des demandeurs d'emploi. Toutefois, la majorité des Français partage des représentations de personnes en difficulté, marquées par une précarité économique ou une santé mentale dégradée.

## UNE ASSURANCE CHÔMAGE PROTECTRICE CONTRE LES CONSÉQUENCES DE LA PERTE D'EMPLOI, MÊME SI SON RÔLE DE LEVIER DE TRANSITION PROFESSIONNELLE EST MOINS PERÇU EN CETTE PÉRIODE DE TENSION

**L'attachement à l'Assurance chômage est majoritaire** : 56 % des Français se disent attachés au modèle français d'Assurance chômage, en baisse de 4 points en 1 an. Ce recul est observé chez les Français les plus éloignés du chômage (cadres, demandeurs d'emploi avec une situation financière aisée, inscrits à France Travail depuis moins de 6 mois). A contrario, **l'attachement progresse dans les populations qui en ont le plus besoin** : inscrits à France Travail depuis 24 mois ou plus, demandeurs d'emploi vivant seul avec enfant, demandeurs d'emploi employés, demandeurs d'emploi ayant une activité à temps partiel.

**Les allocations chômage sont perçues comme utiles** car elles permettent aux salariés de percevoir un revenu de remplacement en cas de perte d'emploi (93 %), comme un droit puisqu'issues de cotisations (87 %) et qu'elles sont un bouclier permettant à la plupart des chômeurs de vivre dignement (87 %) et plus globalement qu'elles luttent contre la pauvreté (73 %). Les conditions d'accès aux allocations chômage sont, aux yeux des Français, encadrées par des règles strictes (80 %). Ainsi, 72 % des actifs considèrent que le fait qu'il existe des allocations chômage réduit l'inquiétude de perdre son emploi. Cependant, ce sentiment de sécurité s'érode parmi les demandeurs d'emploi (71 %, -5 points).

**Les allocations chômage sont également perçues comme un levier pour réaliser les transitions professionnelles mais cette perception est en recul chez les demandeurs d'emploi**, dans un contexte tendu :

- 88 % estiment qu'elles peuvent être une aide pour se reconverter, changer de métier ou d'employeur, ou créer son entreprise (-6 points)
- 73 % que le chômage est un passage entre deux emplois (-10 points)
- 72 % une opportunité qui invite à repenser, réfléchir à son projet professionnel (-5 points)

**Parmi les actifs (67 %) qui ont changé d'emploi au cours de leur vie professionnelle (changement d'employeur, de métier, reconversion, passage du salariat à l'indépendance), 37 % d'entre eux n'auraient pas pu le faire sans les allocations chômage.** Pour 3 Français sur 4, le fait qu'il existe des allocations chômage rend moins risqués les changements volontaires de vie professionnelle, et ce malgré le contexte actuel.

## LES FRANÇAIS MÉCONNAISSENT LES RÉALITÉS DU CHÔMAGE ET L'INFORMATION PRODUIT UN RECU DE LA CRITIQUE

**Les Français « noircissent » le tableau de la situation de l'emploi et ont une image déformée des réalités objectives des demandeurs d'emploi et de l'Assurance chômage :**

- 60 % des Français surestiment le taux de chômage, ils l'établissent en moyenne à 15 % (contre 7,5 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2025, dernières données en date lors de la passation du questionnaire)
- 66 % sous-estiment la part de demandeurs d'emploi qui ont une activité professionnelle (53% des allocataires de l'Assurance chômage travaillent au 2<sup>e</sup> trimestre 2025)
- 80 % surestiment la part de demandeurs d'emploi qui touchent une allocation chômage (43% des demandeurs d'emploi sont indemnisés fin 2024)
- 55 % surestiment la part de demandeurs d'emploi qui touchent une allocation chômage supérieure à 2 000 € par mois (6 % des demandeurs d'emploi inscrits à France Travail perçoivent une indemnisation supérieure à 2 000€ par mois par l'Assurance chômage)

**Cette part d'idées fausses et d'approximations contribue à la formulation de critiques par les Français sur les modalités de l'Assurance chômage :**

- 46 % considèrent que la durée moyenne des droits aux allocations chômage est trop longue
- 44 % que les allocations chômage sont un frein au retour à l'emploi
- 36 % que le montant des allocations chômage est trop élevé

**L'information sur les réalités du chômage, des demandeurs d'emploi et des modalités de l'Assurance chômage produit mécaniquement un recul de la critique.** Après avoir pris connaissance d'informations chiffrées sur le chômage et les demandeurs d'emploi (taux de chômage, part des demandeurs d'emploi qui ne touchent aucune allocation chômage et qui ont une activité professionnelle, durée moyenne du chômage, consommation de leurs droits et montants de la fraude identifiée par France Travail) :

- seuls 38 % des Français considèrent que les allocations chômage sont un frein au retour à l'emploi (ils étaient 44 % avant d'avoir pris connaissance de ces informations, soit un recul de la critique de 6 points)
- 38 % que la durée moyenne des droits aux allocations chômage est trop longue (46 % avant, soit un recul de 8 points)
- 31 % estiment que les chômeurs sont des assistés (contre 36 % avant, recul de 5 points)
- 29 % que la plupart des chômeurs fraudent pour toucher des allocations (contre 37 % avant, recul de 8 points)
- 29 % estiment que le montant des allocations chômage est trop élevé (contre 36 % avant, recul de 7 points)

Exposés à un cas concret et réel – une personne qui perdrait un emploi à temps plein qu'elle occupait depuis plus de six mois, pour un salaire mensuel net de 2 000 € percevrait une indemnisation chômage d'environ 1 350 € net par mois – 57 % des Français jugent ce montant juste comme il faut, 30 % l'estiment même trop faible, seuls 13 % trop élevé.

### FOCUS SUR LES FREINS ET LEVIERS À L'EMPLOI

Pour ce 7<sup>e</sup> volet du Baromètre de la perception du chômage et de l'emploi, l'Unédic et Elabe explorent en détails la question des freins et leviers à l'emploi. Comment les demandeurs d'emplois et les actifs en emploi les perçoivent-ils ? Quelles sont leurs expériences vécues de ces obstacles ? Quelles concessions les demandeurs d'emploi sont-ils prêts à faire pour retrouver un emploi ? Découvrez les résultats complets.



**BAROMÈTRE  
DE LA PERCEPTION  
DU CHÔMAGE  
ET DE L'EMPLOI**  
ENQUÊTE DE L'UNÉDIC

**Décembre 2025**

**Unédic**

4, rue Traversière 75012 Paris  
T. +33 1 44 87 64 00

**[unedic.org](https://unedic.org)**

